



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUN DESHY

ROUTE DE POGNY
51240 Francheville

Références : D1 i 2025-894
Code AIOT : 0005701706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement SUN DESHY implanté Route de Pogny 51240 Francheville. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel des contrôles. L'objectif étant de s'assurer que l'exploitant respecte les prescriptions de ses arrêtés préfectoraux ainsi que les différentes réglementations auxquelles ses activités sont soumises.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUN DESHY
- Route de Pogny 51240 Francheville

- Code AIOT : 0005701706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation de l'unité de déshydratation de Francheville a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°2013-A-70-IC du 5 juillet 2013.

Elle a fait l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires (APC), notamment sur l'actualisation des valeurs limites des émissions à l'atmosphère par l'APC n°2018-APC-29-IC du 14 mars 2018, et plus récemment par l'APC n°2024-APC-62-IC du 2 avril 2024 relatif au classement de la rubrique 1510.

Cette unité de production transforme la luzerne ainsi que les pulpes de betteraves en granules et également en balles de luzerne pour l'alimentation animale.

L'exploitation est constituée de 2 condenseurs, et 3 lignes de broyage pour une capacité de production de 1000 tonnes par jour.

Sur le site se trouve également, deux silos plats d'une capacité totale de 94000 m3 pour le stockage en vrac des granules, et de 6 hangars pour le stockage des balles de luzerne d'une capacité totale de 190000 m3.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance réglementaire	Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 9.2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Meilleurs techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5	/	Demande d'action corrective	10 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
5	Situations d'urgence et moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
6	Valeur limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/03/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie est parfaitement appréhendé et la gestion du process en termes d'émissions atmosphériques reste globalement correcte.

Néanmoins, un gros travail doit être réalisé par l'exploitant pour finaliser son système de management environnemental ainsi que pour résorber tous les écarts relatifs aux différentes vérifications électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance réglementaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2013, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance réglementaire
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/11/2024
Prescription contrôlée : <p><i>"Les émissions de poussière des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées. Les émissions de CO2, Nox et SO2 issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.</i></p> <p><i>Une mesure de rejet pour les quatre paramètres visés à l'article 3.2.3 du présent arrêté , est réalisée une fois par an et par type de produit séché. Les mesure des rejets de chaque type de produit sont</i></p>

réalisée avec l'un ou l'autre des sécheurs en marche chaque année. L'exploitant organise la surveillance pour que les 2 sécheurs soient chaque année concernés par au moins une mesure. Les mesures de rejets réalisées pour un produit donné avec l'un des sécheurs sont effectuées l'année suivante, pour ce même produit, avec l'autre sécheur.

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé. Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur. Un bilan annuel des rejets et des teneurs en soufre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Pour installations de combustion de puissance thermique supérieur à 20MW, les exploitants déclarent les rejets annuels dans l'atmosphère des polluants suivants : oxyde d'azote, protoxyde d'azote, oxyde de soufre, dioxyde de carbone, méthane et poussières totales, quelle que soit la masse rejetée."

Constats :

L'exploitant a remis au service de l'inspection son suivi des mesures des rejets atmosphériques de l'année 2024 ainsi que les deux rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisées sous accréditation.

Suite à l'analyse des documents transmis, le service de l'inspection constate:

- la mesure des poussières sur la cheminée CC1 en août 2024 est absente ;
- Les émissions de CO₂, Nox et SO₂ issues des fours sécheurs n'ont pas été mesurées une fois par an, par ligne et par produit.

En effet, sur ce dernier point, les mesures sur les émissions de CO₂, Nox et SO₂ n'ont pas été réalisées sur la cheminée CC1 lors de la campagne de luzerne.

L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que le passage de l'organisme agréé APAVE était initialement prévu en juillet, mais ce dernier a décalé son passage au 21/08 et 24/09/2024. Or, le 24/09/2024, le four sécheur CC1 était déjà passé en campagne betterave.

L'inspection a rappelé à l'exploitant le contenu de l'article 9.2.2.1 de son arrêté préfectoral en expliquant que même, si ce manquement n'est pas de son fait, cela reste une non conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer chaque année de la réalisation des mesures sur les émissions de CO₂, Nox et SO₂ issues des fours sécheurs une fois par an, par ligne et par produit.

Par conséquent, le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des mesures réalisées durant la campagne luzerne de 2025 sur la cheminée CC1

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Meilleurs techniques disponibles (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5

Thème(s) : Situation administrative, système de management environnemental

Prescription contrôlée :

"L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;

II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;

III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;

IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;

V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;

VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;

VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;

VIII. Communication interne et externe ;

IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;

X. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;

XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;

XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;

XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;

XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;

XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

XVIII. Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux

non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;

XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ; - un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ; - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ; - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a). Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme

internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles."

Constats :

Le service de l'inspection n'a pas consulté le système de management environnemental de l'exploitant.

En effet, l'exploitant a indiqué au service de l'inspection que la politique environnementale était défini, mais une réflexion sur la méthodologie, les objectifs ainsi que la mise en œuvre d'indicateurs de performance était toujours en discussion.

Néanmoins, l'exploitant précise que la compilation des documents internes ainsi que la trame du système de management environnemental avaient commencé et que ce serait finalisé courant 2026.

Le service de l'inspection rappelle à l'exploitant que la date butoir pour finaliser son système de management environnemental était fixée au 4/12/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de finaliser son système de management environnemental.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois

N° 3 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des dispositifs contre le risque foudre

Prescription contrôlée :

"L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.
Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Article 22 de l'arrêté du 4 octobre 2010"

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite le rapport de la vérification visuelle foudre réalisée par l'organisme APAVE en date du 11/07/2025.
Le rapport ne fait apparaître aucun écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, conformité des installations électriques

Prescription contrôlée :

« A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

« L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

« Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

[...]"

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite au service de l'inspection les documents suivants:

- la vérification des installations électriques réalisée en juillet 2025;
- le certificat Q18 relatif à la prévention des risques d'incendie et d'explosion ;
- le rapport de détection ultrasons relatif à la vérification des installations électriques haute tension réalisée le 9/07/2025 ;
- le compte rendu Q19 relatif à la vérification d'une installation électrique par thermographie infrarouge réalisée le 9/07/2025;
- le rapport de la vérification des installations électriques ICPE Silo réalisée en août 2025.

L'analyse de ces documents par le service de l'inspection fait apparaître :

- 52 observations sur la vérification des installations électriques ;
- 1 non-conformité sur le rapport Q18 ;
- 3 anomalies de priorité 2 sur le rapport Q19 ;
- 6 non-conformités sur la vérification des installations électriques silo, dont 3 de niveau "fort".

<p>L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs observations sur la vérification des installations électriques avaient été levées par la maintenance ; - la non-conformité présente sur le rapport Q18, concerne un transformateur qui n'est plus en service et qui doit être démantelé très prochainement. Le service de l'inspection a pu constater que ce transformateur n'était plus en service ; - une anomalie, sectionneur fusible, avait été levée et les deux autres seront levées en inter-campagne car elles concernent les borniers des presses ; - 2 non-conformités de la vérification électrique Silo ont été levées, un plan des zones et matériels ATEX doit être transmis à l'organisme de contrôle. <p>Le service de l'inspection fait remarquer à l'exploitant que beaucoup de non-conformités présentes dans les différents rapports sont récurrentes. A titre indicatif, sur les 52 observations du rapport de vérification des installations électriques, 28 étaient déjà présentes lors de la précédente vérification.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le service de l'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de lever les non-conformités relatives au Silo, ainsi que celles présentes dans le rapport Q19 ; - de transmettre un plan d'actions pour les 52 écarts en précisant, ceux levés, et l'échéancier de ceux restants à lever.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures</p>

compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

Constats :

L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite la vérification des extincteurs réalisée le 8/04/2025 par l'entreprise Chubb, et a présenté le registre des tests du matériel de sécurité réalisés en interne avant chaque début de campagne annuelle.

Le service de l'inspection a pu consulter sur le rapport Chubb, notamment les opérations réalisées en préventif ainsi que les extincteurs remplacés. Le service de l'inspection n'a aucune remarque sur cette vérification annuelle.

Le registre du test des matériels de sécurité interne est relativement complet avec notamment la vérification des RIA, du volume des réserves incendie, des circuits incendie des lignes de séchage (motopompe, Détection "protecfeu"), et le fonctionnement des trappes de désenfumage.

Le service de l'inspection propose à l'exploitant de compléter son registre avec le référentiel de l'Assemblée Plénière de Sociétés d'Assurances Dommages (APSAD), comme par exemple APSAD F5 : "Maintenance des robinets d'incendie armés et postes d'incendie additivés".

Par ailleurs, l'exploitant indique que la chaîne détection-transmission-extinction de la zone process fait l'objet d'un contrat de maintenance avec l'entreprise ayant fourni les matériels et il en va de même pour la zone de stockage.

Le service de l'inspection, a pu constater sur site la présence des réserves incendie.

L'exploitant a également présenté le fonctionnement de la chaîne détection-transmission-extinction de la zone process.

Il est à noter qu'un exercice incendie avec le SDIS s'est réalisé en mars 2025, et l'exploitant a redemandé la réception de la bâche souple.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeur limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/03/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, effluents gazeux

Prescription contrôlée :

"Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) et mesurés selon les méthodes définies par les normes en vigueur.

Les effluents gazeux des fours sécheurs, condenseurs 1 et 2, doivent respecter les valeurs limites suivantes, les concentrations étant mesurées sur gaz humide pour les installations de séchage. La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée, sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %. Le taux d'O₂ devra être précisé lors de chaque mesure. Tout écart significatif du taux d'oxygène dans les effluents atmosphériques doit être justifié.

Concentrations (mg/Nm ³) pour les condenseurs n°1 et 2	Concentration de référence ¹ (mg/Nm ³)	Concentration limite (mg/Nm ³)
Poussières totales	100	200
Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂)	150	250
Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂)	100	200
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (en HCl)	5	30
Fluor et composés (exprimés en HF)	2	2
Composés organiques volatils (hors méthane) (exprimé en carbone total)	110	110
Composés organiques volatils R45 R46 R49 R60 R61	1	2
Composés organiques volatils (annexe III de l'AM du 2/2/1998 modifié)	20	20
Cadmium, mercure, thallium et composés (exprimée en Cd + Hg + Tl)	0,02	0,03
Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés	0,05	0,2

leurs composés (exprimée en As + Se + Te)		
Plomb et composés (exprimés en Pb)	0,2	0,3
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, et zinc Somme exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	1	1,5

(1). Concentration de référence : concentration cible qui reflète les performances de l'installation de déshydratation.

Les effluents gazeux des exhaures de secours des fours de déshydratation CC1 et CC2 doivent respecter les valeurs limites suivantes, les concentrations étant mesurées sur gaz humide pour les installations de séchage. La teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée, sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à 16 %. Le taux d'O₂ devra être précisé lors de chaque mesure. Tout écart significatif du taux d'oxygène dans les effluents atmosphériques doit être justifié.

Concentrations (mg/Nm ³) pour CC1 et CC2	Concentrations de référence ² (mg/Nm ³)	Concentration limites (mg/Nm ³)
Poussières totales (NF X 44 052)	200	200
Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂) (XP X 43 310, FD X 20 351 à 355 et 357)	150	250
Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂)	100	200
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du	5	30

inorganiques gazeux du chlore (en HCl) (XP X 43 309 - NF EN 1911)		
Fluor et composés (exprimés en HF) (XP X 43-304)	2	2
Composés organiques volatils (hors méthane) (exprimé en carbone total) (NF X 43 301, NF EN 12 619)	110	110
Composés organiques volatils R45 R46 R49 R60 R61	1	2
Composés organiques volatils (annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié)	20	20
Cadmium, mercure, thallium et composés (exprimée en Cd + Hg + Tl) (XPX 43-051 - NF EN 13-211)	0,02	0,03
Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés (exprimé en As + Se + Te) (XP X 43-051)	0,05	0,2
Plomb et composés (exprimés en Pb) (XP X 43-051)	0,2	0,3
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, et zinc Somme exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (XP X 43-051)	1	1,5

(2) Concentration de référence : concentration cible qui reflète les performances de l'installation de déshydratation.

Les effluents gazeux des lignes de broyage-granulation doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Ligne broyage	Concentration limite poussières (mg/Nm ³)
CC1	10
CC2	10
CL	10

Constats :

L'exploitant a remis au service de l'inspection en amont de la visite son suivi des valeurs de rejets à l'atmosphère en intégrant les résultats des organismes agréés APAVE et SOCOTEC.

Suite à l'analyse des documents, un dépassement en concentration sur les poussières en date du 16/12/2024 est observé sur le sécheur CC1, avec une concentration de 290 mg/Nm³ au lieu de 200, soit un dépassement de près de 50 % de la VLE.

Néanmoins, à la lecture du rapport de l'organisme de contrôle agréé, le jour de la mesure, l'écart entre la vitesse moyenne sur chaque diamètre et la vitesse moyenne sur la section était supérieure à 5 % et le rapport indique que la mesure ne peut-être validée sur ce facteur. Considérant, que sur les autres valeurs, les mesures sont validées et aucun dépassement n'est constaté, le service de l'inspection propose de retirer cette valeur, non représentative d'un fonctionnement normal, pour évaluer la conformité des rejets.

Il est à noter que quelques résultats de flux horaire dépassent les valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral. Néanmoins, si l'on prend la concentration maximale autorisée, et non la concentration de référence, associée au débit de la ligne, il n'y a aucun dépassement de flux horaire.

Type de suites proposées : Sans suite